

# Nations unies : dix sujets dont le monde n'entend pas assez parler

## Partage international n° [193](#) - Septembre 2004

*Afin d'attirer l'attention sur des questions internationales et sur des événements qui ne bénéficient pas d'un intérêt médiatique satisfaisant, le Département de l'information des Nations unies a lancé une nouvelle initiative intitulée Dix sujets dont le monde n'entend pas assez parler.*

*Cette liste couvre un certain nombre de cas d'urgences humanitaires et de situations conflictuelles et post-conflictuelles, et présente les histoires positives auxquelles l'Onu a contribué. En voici un bref résumé :*

### **1. Ouganda : les enfants soldats au centre d'une crise humanitaire**

Avec une croissance économique de plus de 8 % sur les trois dernières années, l'Ouganda offre un exemple frappant pour d'autres pays africains. Cependant, une insurrection armée dans le nord et l'est du pays a provoqué le plus vaste déplacement de populations d'Afrique. La rébellion de l'Armée de Résistance du Seigneur contre le gouvernement, qui dure depuis 18 ans, a forcé plus de 1,6 million d'Ougandais (pour moitié des enfants) à fuir vers des camps misérables et surpeuplés afin d'échapper aux attaques et aux massacres gratuits. Le nombre de personnes déplacées a presque triplé depuis 2002. Les attaques contre des civils se poursuivent, perpétrées par des enfants soldats beaucoup plus jeunes que leurs victimes.

Depuis le début de la rébellion dans les années 1980, quelque 30 000 enfants ont été enlevés pour travailler comme enfants soldats et comme porteurs, ou pour servir d'« épouse » aux rebelles et porter leurs enfants. Ces chiffres ont augmenté, avec 10 000 enfants enlevés dans les seuls 18 derniers mois. En dépit de la gravité de la situation humanitaire, moins de 10 % des 130 millions de dollars demandés par les organismes humanitaires pour 2004 ont été versés. Dans certaines régions, on a atteint chez les enfants un taux de malnutrition de 30 %.

### **2. République Centrafricaine : une crise silencieuse qui appelle à l'aide**

En mars 2003, alors que l'attention mondiale se concentrait sur l'Irak, la République Centrafricaine (RCA) a subi une nouvelle crise, lorsque le général Bozize a conduit une armée d'insurgés à renverser le président élu Ange-Felix Patasse. Aujourd'hui, des institutions transitoires ont été créées et un calendrier électoral a été établi, fixant les élections à janvier 2005.

Mais la situation générale reste précaire. Malgré la richesse de ses ressources naturelles, la RCA se place au 154<sup>e</sup> rang parmi les 174 pays les plus pauvres, 95 % de sa population vivant avec moins de deux dollars par jour. Sur 3,7 millions d'habitants, plus d'un million sont isolés et privés de toute assistance sanitaire, d'éducation et de biens de première nécessité. Avec 200 000 personnes déplacées, l'agriculture s'est disloquée et l'approvisionnement en nourriture du pays est précaire. Environ 15 % de la population de la RCA souffre du sida, faisant de ce pays l'un des dix les plus sérieusement atteints, tandis que le nombre d'enfants devenus orphelins à cause du sida ne cesse de croître.

La communauté internationale est appelée à apporter un soutien immédiat, non seulement pour stabiliser la transition vers la démocratie, mais aussi pour permettre un développement économique viable. A ce jour, 700 000 dollars seulement ont été réunis en réponse à un appel humanitaire spécial de 17 millions de dollars, lancé par l'Onu en novembre.

### **3. Les orphelins du sida en Afrique subsaharienne : menace pour les générations futures**

Alors que la tragédie du sida focalisait de plus en plus l'attention des médias, l'un de ses aspects les plus troublants a moins attiré l'attention, l'impact à long terme sur les sociétés africaines, avec 11 millions d'orphelins du sida en Afrique subsaharienne.

L'épidémie contribue à l'appauvrissement de nombreuses communautés du fait que le poids représenté par la prise en charge des orphelins

incombe souvent à des familles déjà fragilisées (des femmes ou des grands-parents disposant de maigres ressources). La vie dans la rue est le dernier recours pour de nombreux orphelins qui sont souvent en mauvaise santé et souffrent de traumatismes et de détresse psychologique, ce qui les rend encore plus vulnérables aux abus et à l'exploitation.

L'épidémie aura aussi un impact profond sur la future administration, les structures sociales et la croissance des pays les plus traumatisés de l'Afrique subsaharienne. Le taux de mortalité très élevé provoquera une pénurie de main d'œuvre en zone urbaine comme en zone rurale, les pertes ayant un impact dramatique sur la structure de l'économie et de l'administration. Avec un nombre d'orphelins du sida estimé à 25 millions d'ici à 2010, ce problème devrait rester au centre de l'attention de toutes les instances concernées (gouvernements, public et médias).

#### **4. Le paradoxe du maintien de la paix : alors que la paix gagne du terrain, l'augmentation de la demande d'opérations met à rude épreuve les ressources de l'Onu**

Les ressources nécessaires pour le maintien de la paix s'épuisent devant le nombre de situations de paix à maintenir. Les gros titres récents peuvent sembler en contradiction avec cette constatation, mais de nos jours, la guerre fait moins de victimes qu'à n'importe quelle période du XXe siècle. Quelque 25 000 personnes ont été tuées lors de conflits armés en 2002, soit un dixième des victimes tombées chaque année au cours des années 1990. Même les attaques du 11 septembre et les guerres d'Afghanistan et d'Irak n'ont pas modifié cette tendance au cours des dernières années.

Deux raisons fondamentales expliquent ce déclin du nombre des tués par la guerre : il y a moins de guerres déclenchées et de nombreuses guerres anciennes se terminent. Paradoxalement, cette tendance positive grève les ressources de l'Onu qui reçoit de nouvelles missions de maintien de la paix. Afin de s'assurer de la fin véritable de ces conflits et de rendre la paix durable, de nouvelles missions sont lancées au Libéria, en Côte d'Ivoire, et en Haïti.

Actuellement, 15 missions de maintien de la paix sont conduites par l'Onu sur trois continents, comptant 50 000 soldats sur le terrain. Même si le coût du maintien de la paix par l'Onu devait atteindre quatre milliards de dollars par an, montant envisageable si le Conseil de sécurité de l'Onu ordonnait de nouvelles missions dans toutes les régions sensibles, le maintien de la paix coûterait toujours moins de 1%

des dépenses annuelles des Etats-Unis en matière militaire. Mais dans le contexte actuel de l'Onu, l'accroissement des besoins pour le maintien de la paix poussera le système au-delà de ses capacités.

#### **5. Les femmes agents de la paix : jadis victimes, elles contribuent à la reconstruction de la société**

Alors que le calvaire que vivent les femmes en période de guerre fait souvent l'objet de l'attention des médias, leur rôle vital dans les négociations de paix et la restauration des sociétés est souvent passé sous silence.

En mai 2003, les Rwandais ont ratifié une nouvelle constitution en accordant aux femmes 30 % des postes décisionnaires du pays. Et aux élections parlementaires de septembre 2003, les femmes ont obtenu 49 % des sièges - le nombre le plus élevé au monde de femmes parlementaires - un résultat pour lequel les rwandaises ont activement lutté.

Dans les points chauds de toutes les régions du monde, les femmes militant pour la paix font une grande différence. Ainsi, des palestiniennes et israéliennes unissent leurs forces et travaillent ensemble pour défendre la paix. Au Népal, des femmes qui ont été victimes de violences s'efforcent d'être représentées lors des pourparlers de paix entre le gouvernement et les rebelles maoïstes.

En Colombie, les Caravanes féminines de la paix s'aventurent dans les régions les plus dangereuses du pays pour protester contre la guerre civile et négocier avec les guérilleros. Grâce à leur action, qui passe souvent inaperçue, les femmes apportent la paix dans de nombreux pays en conflit.

#### **6. Personnes handicapées : un traité entend jeter de nouvelles bases pour assurer l'égalité**

Les gouvernements travaillent sur un nouveau traité en faveur des personnes handicapées, qui créerait un cadre légal pour la protection et la promotion des droits des handicapés. Ce traité irait bien au-delà du concept traditionnel de l'accès physique à l'environnement, incluant l'égalité d'accès aux services sociaux, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, et d'autres progrès en matière politique, économique et sociale. Les gouvernements signataires s'engageront à traiter les personnes handicapées non pas comme des victimes ou comme une minorité, mais en tant que sujets soumis à la loi bénéficiant de droits qui seront appliqués.

Un aspect particulier de ce travail est que le processus de négociation est ouvert, consultatif et

accessible à des personnes handicapées et à leurs organisations, tandis qu'elles travailleront avec des experts gouvernementaux de l'Onu. Ce nouvel instrument légal met en relief la nécessité de créer une prise de conscience sur quantités de questions importantes pour les 600 millions de personnes dans le monde qui souffrent de divers types et degrés de handicap.

## **7. Péninsule de Bakassi : recours au droit pour prévenir un conflit**

Depuis 1913, la péninsule de Bakassi, riche en ressources naturelles, ainsi que la zone frontalière longue de 1 600 kilomètres séparant le Cameroun du Nigeria, du Lac Tchad jusqu'au Golfe de Guinée, constituent des zones de litige entre le Cameroun et le Nigeria. Le désaccord a culminé lors de confrontations militaires entre les deux pays au début des années 1990. En 1994, le Cameroun a demandé à la Cour internationale de justice (CIJ), principal organe judiciaire de l'Onu, de régler le conflit.

Après huit années d'arbitrage, la Cour a décidé que la souveraineté sur la péninsule de Bakassi et sur la zone litigieuse du lac Tchad revenait au Cameroun. Afin d'aider à entériner cette décision de manière pacifique, les présidents du Cameroun et du Nigeria ont demandé au secrétaire général de l'Onu de créer une commission chargée d'étudier les « *moyens de suivre de près l'ordonnance de la CIJ et de faire avancer le processus de paix* ».

Le retrait de l'administration civile, des forces militaires et de police et le transfert de l'autorité dans la région du lac Tchad en décembre 2003 ont marqué un progrès significatif dans l'application du jugement de la CIJ. Les deux pays sont aussi convenus de prendre plusieurs mesures politiques et économiques visant à instaurer un climat de confiance et d'envisager l'adoption d'un traité d'amitié et de non-agression.

Bien qu'il reste beaucoup à faire, cela illustre le rôle crucial des instances multilatérales, comme la CIJ, qui présente un bon potentiel de dialogue dans la résolution des conflits. La commission créée par l'Onu constitue également une initiative notable qui peut être considérée comme un modèle de diplomatie préventive.

## **8. Le Tadjikistan au sortir de la guerre civile**

En dépit des formidables difficultés liées aux répercussions de la guerre civile, le Tadjikistan persiste sur la voie de la paix et de la reprise économique dans un effort dont on parle trop peu. A

une époque où l'attention du monde se portait sur le conflit des Balkans, ce petit pays d'Asie centrale s'enfonçait dans la guerre civile. Au Tadjikistan, devenu indépendant en 1991, les conflits entre milices des différentes régions du pays ont conduit à des destructions massives. Ces luttes et leurs répercussions ont provoqué la mort de plus de 50 000 personnes et ont conduit à une catastrophe humanitaire avec quelque 1,2 million de réfugiés ou de personnes déplacées.

Aujourd'hui, le Tadjikistan est sur le chemin d'une paix durement gagnée par l'entremise de l'Onu en 1997, ce qui a mis fin aux hostilités et a permis d'entamer le processus de reconstruction. La mission de paix de l'Onu au Tadjikistan a joué un rôle majeur pour consolider la paix et la réconciliation nationale, promouvant le respect de la loi et renforçant les institutions démocratiques. Dans le cadre de cet effort, l'Onu a contribué à mobiliser l'aide internationale pour des programmes encourageant la démobilisation, le dépôt volontaire des armes et la création d'emplois pour les anciens combattants.

## **9. La pêche excessive : une menace contre la diversité biologique des mers**

La pêche est le principal moyen d'existence pour 200 millions de personnes, particulièrement dans le monde en développement, alors qu'une personne sur cinq dans le monde dépend du poisson comme premier apport de protéines.

Pourtant, les stocks mondiaux de poisson sont menacés, subissant les pressions croissantes de la pêche excessive et de la dégradation de l'environnement. D'après les estimations de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), plus de 70 % des espèces de poissons dans le monde sont soit entièrement exploitées soit épuisées. En 2002, le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg (Afrique du Sud) a lancé un appel pour la création de zones marines protégées (ZMP). De nombreux experts y voient la clé de la conservation et du développement des stocks de poissons. Pourtant, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, les ZMP représentent aujourd'hui moins de 1% de la surface des océans et des mers du monde.

Le forum de Johannesburg a mis l'accent sur l'importance de reconstituer les pêcheries menacées et a reconnu qu'une pêche durable exigeait des partenariats entre les gouvernements, les pêcheurs, les communautés et l'industrie. Le sommet a pressé les pays de ratifier la Convention sur la loi de la mer

et d'autres instruments de promotion de la sécurité maritime, et de protéger l'environnement contre la pollution marine et les dommages causés par les navires.

### **10. Peuples autochtones vivant dans un isolement délibéré**

Loin du regard du monde, quelque 64 peuplades indigènes vivant volontairement dans l'isolement en Amazonie (Equateur, Pérou, Brésil et Bolivie) sont condamnées à une disparition progressive. Ces tribus évitent tout contact avec les étrangers et préfèrent l'existence solitaire qu'elles mènent depuis des siècles. Le peu que nous connaissons sur elles a été glané auprès d'autres groupes indigènes ou lors de rencontres fortuites. Mais il est clair que leur nombre diminue rapidement.

Des gouvernements du monde entier reconnaissent de plus en plus les droits des peuples indigènes. Cela est en partie dû au processus de prise de pouvoir de

ces groupes qui ont fait connaître leurs exigences aux gouvernements. Mais il est beaucoup plus difficile de répondre aux besoins de groupes vivant dans l'isolement. Le gouvernement brésilien a été parmi les premiers à créer des réserves territoriales pour les gens vivant volontairement dans l'isolement, des zones fermées aux industries d'extraction et aux immigrants. La Colombie, l'Equateur et le Pérou cherchent à en faire autant. Le défi relevé par les gouvernements de la région est d'arriver à équilibrer l'utilisation des richesses de la ceinture amazonienne au nom du développement, la protection de ces groupes indigènes fragiles, et l'héritage culturel qu'ils représentent.

**Sources :** [www.un.org](http://www.un.org)

**Thématiques :** [Sciences et santé](#), [Société](#), [environnement](#), [femmes](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique :** [Divers](#) ()